

EVOLUTION DES SYSTEMES D'ELEVAGE AVICOLE : COMMENT PRENDRE EN CHARGE ET DEPASSER LES CONTROVERSES ?

**Purseigle François¹, Leterrier Christine², Delanoue Elsa³, Beaumont Catherine⁴,
Aubert Claude⁵, Roguet Christine⁶, Leballeur Isabelle⁷, Bouvarel Isabelle⁸, Bignon Laure⁸**

¹ Institut National Polytechnique de Toulouse, Ecole Nationale Supérieure Agronomique, UMR INP-INRA AGIR, 31326 CASTANET TOLOSAN

² UMR 85 PRC, INRA Centre Val de Loire, CNRS, IFCE, Université de Tours, 37380 NOUZILLY

³ UMR 6590, ESO-Rennes, CNRS, Université Rennes 2, 35000 RENNES

⁴ UR 83 URA, INRA Centre Val de Loire, 37380 NOUZILLY

⁵ ITAVI, Zoopôle Beauce-main, 41, rue Beauce-main, 22 440 PLOUFRAGAN

⁶ IFIP, La Motte au Vicomte BP 35104, 35651 Le Rheu Cedex

⁷ Eleveur de volailles de chair

⁸ ITAVI, Centre INRA Val de Loire, 37380 NOUZILLY

bouvarel.itavi@tours.inra.fr

RESUME

L'agriculture dans son ensemble est de plus en plus confrontée à des questionnements sur la santé humaine, la relation de l'agriculteur à son travail, l'environnement, le bien-être animal, etc. Aussi, pour dépasser ces controverses, les agriculteurs gagneraient à faire évoluer les systèmes d'élevage en prenant en compte non seulement les connaissances basées sur un savoir technique, mais aussi les avis émis par les parties prenantes non-spécialistes. La recherche peut contribuer à traiter cette question par ses approches biotechniques, sociales, globales et/ou participatives, et enfin la production d'expertises collectives. Ces apports de la recherche ne sont toutefois pas suffisants. En effet, la dissymétrie d'information et dans les rapports de force entre le citoyen, l'expert et le politique rend nécessaire que les échanges soient réalisés sur des pas de temps suffisamment longs pour aboutir à un traitement des divergences qui ne sera pas fondé seulement sur des arguments techniques ou scientifiques. Pour comprendre, prendre en charge et ainsi dépasser les controverses, les acteurs de la filière avicole gagneraient dans un premier temps à mieux connaître leurs parties prenantes, être formés pour savoir parler de leur métier et adapter leur discours en fonction de leur interlocuteur et du contexte, sans distordre la réalité. La création d'instances de rencontres et la mise en œuvre de processus d'échanges sécurisés constituent également des facteurs clés de succès : chacun doit comprendre comment il est perçu, entendre les attentes et contraintes d'autrui et cerner les zones d'incertitudes à la source des controverses. Il s'agit ainsi de faire émerger des points de convergence et enclencher une dynamique de progrès.

ABSTRACT

Evolution of animal farming systems: how to manage and overcome controversies?

Agriculture as a whole is increasingly confronted with questions on human health, relationship of the farmer to his work, the environment, animal welfare, etc. So, to overcome these controversies, farmers would benefit from a change of livestock systems by taking into account not only the technical knowledge, but also the non-specialist stakeholder opinions. Research can help to address this issue through its biotechnological, social, global and / or participatory approaches, and finally through collective expertise. However, research contribution is not sufficient. Indeed, the asymmetry of information and power relationship between citizen, expert and politician requires a long term discussion to go beyond the difference of opinions with other arguments than technical or scientific one. To understand, manage and so settle controversies, the poultry sector would benefit to know its stakeholders, be trained to know how to talk about their trade and adapt their speech according to its interlocutors and the context without changing reality. Creating meeting places and implementing secure exchange processes are also key factors for success: everyone has to understand how he is perceived, to hear other people's expectations and constraints and to identify the uncertainties, controversies source. Thus, some convergent points could emerge and a dynamic of progress could be triggered.

INTRODUCTION

Dénuée d'interdits religieux et possédant des qualités nutritionnelles intéressantes, la volaille présente une forte dynamique de production dans le monde. Pourtant, les filières avicoles souffrent en France d'une mauvaise image. Un premier constat montre qu'elles ne sont pas les seules confrontées à ce problème. Les productions animales en général, et également de nombreuses productions végétales, sont aujourd'hui interpellées au regard de leurs impacts sur la santé humaine, l'environnement, le bien-être animal, la relation de l'agriculteur à son travail, ou encore l'évolution des territoires.

Cette contribution s'intéresse à la question complexe de l'articulation entre l'agriculture et la société. Elle analyse la manière d'interpréter les controverses, apprécie le rôle que jouent les incertitudes, situe le rôle de la recherche, et enfin, tente d'apporter des pistes afin de mieux comprendre voire dépasser ces controverses.

1. POURQUOI L'ARTICULATION ENTRE AGRICULTURE ET SOCIÉTÉ EST-ELLE UNE QUESTION COMPLEXE ?

Très souvent l'agriculture et les hommes qui la représentent sont considérés comme en marge de la société. La prétendue opposition ville-campagne conduit à penser que les mondes agricoles sont « déconnectés » du reste de la société (Hervieu et Purseigle, 2013). Or, les frontières de cette prétendue segmentation sociale apparaissent aujourd'hui plus floues, voire inopérantes. **L'entrée en minorité des agriculteurs, le retournement de l'exode rural¹ et les dynamiques démographiques qui l'accompagnent dans les campagnes font écho à l'extension d'un mode de vie urbain dominant rendant aujourd'hui la distinction urbain-rural, du moins d'un point de vue culturel et politique, moins flagrante.** Les prés carrés des uns et des autres évoluent et la pluralité des acteurs dans les mondes ruraux s'accompagne de leurs difficultés à maintenir leurs positions sociales. Si les néo-ruraux nouvellement installés ne sont pas certains de rester à la campagne, il en va de même des agriculteurs, incertains quant à leur capacité à transmettre leur outil de travail et leur patrimoine. Leur effacement démographique, leur mobilité et, d'une certaine manière, leur fragilité socio-économique amènent à repenser la place démographique, sociale et politique des agriculteurs.

¹ C'est dans certains espaces ruraux que les plus forts taux de croissance démographique sont enregistrés.

Par ailleurs, parce que les activités agricoles sont au cœur de nouveaux défis environnementaux, sociaux et économiques, les agriculteurs ne sont pas « en marge » mais bien « dans » la société (Purseigle, 2012). Il convient de balayer l'idée trop souvent répandue d'une césure entre « la » société et « ses » agriculteurs. Ces derniers, et leurs organisations professionnelles, rencontrent néanmoins des difficultés pour conjuguer leurs propres attentes avec des exigences sociétales de plus en plus vives. Ces difficultés révèlent et réactivent des tensions fortes entre « global » et « local », « territoire » et « filière », « personnel » et « collectif ». Ainsi, lorsque les questions agricoles apparaissent dans les médias, c'est très souvent à l'occasion de **conflits d'usage plus ou moins virulents, qui mettent en exergue des rationalités économiques et environnementales qui s'affrontent et requièrent une nouvelle posture tout à la fois pour les agriculteurs et leurs organisations.**

La trajectoire démographique de la population agricole française est claire : durant le XX^{ème} siècle, 4,5 millions d'actifs agricoles ont disparu et, plus récemment, le nombre d'UTA (Unités de Travail Annuel) familiaux a chuté de 23,4% entre 2000 et 2010. Observée à l'échelle globale, cette réalité est aussi vécue à l'échelle locale. Appartenant à une minorité parmi d'autres de la société française, **les mondes agricoles ne sont plus majoritaires au sein même des campagnes françaises.**

L'environnement local des agriculteurs n'est plus forcément un environnement agricole. L'arrivée de nouveaux acteurs dans l'espace local entraîne une évolution dans les modes de gouvernance des territoires. Même si les agriculteurs restent fortement engagés dans la vie associative et politique locale (clubs, conseil municipal, associations), il n'en demeure pas moins que **les jeux d'acteurs se complexifient et que la place qu'ils occupent dans la gestion territoriale est sujette à convoitise, voire remise en question et de plus en plus limitée sur certains territoires.**

Parallèlement, on observe un éclatement des formes d'organisation du travail en agriculture, de plus en plus diversifiées malgré ce recul démographique. Ceci se double d'un relatif **effacement de la dimension familiale des exploitations agricoles** qui les caractérisait jusqu'alors.

Parce qu'elle ne va plus de soi, la position territoriale et sociale des agriculteurs mérite d'être repensée et reconstruite, en intégrant la diversité des mondes agricoles, au regard de l'émergence de nouveaux acteurs, d'enjeux auxquels les agriculteurs sont confrontés, mais aussi pour répondre à certaines de leurs attentes, en particulier : pouvoir vivre du prix de leurs produits, obtenir une reconnaissance sociale et locale, et se libérer de certaines contraintes du quotidien.

Aux attentes des agriculteurs, s'ajoutent celles des destinataires des productions agricoles, des attentes qui parfois convergent, parfois s'opposent, car les conditions de production et d'intégration dans le territoire ne sont pas toujours acceptées par le citoyen ou le politique, voire le consommateur.

2. ACCEPTABILITE SOCIALE ET CONTROVERSES : QUELS ENJEUX POUR LES FILIERES ?

2.1. Qu'est-ce que l'acceptabilité sociale ?²

La question de l'« acceptabilité sociale » est au centre du débat sur le transfert technologique ou organisationnel, elle conditionne le devenir de l'innovation. Dans une démocratie ouverte, une technologie ne doit-elle pas être socialement acceptée avant d'être utilisée au quotidien ? (Nguyen, Purseigle, 2013).

Selon Brunson (1996), **l'acceptabilité sociale s'apparente d'abord à un processus de jugement personnel permettant à l'individu de comparer entre plusieurs options et de choisir celle qui lui paraît supérieure aux autres selon un certain nombre de critères qui lui sont propres.** Nombre de ces critères témoignent de l'expérience vécue et des préférences individuelles. Selon certains auteurs, le système de valeurs ancré dans chaque individu constitue le socle du processus de jugement, qui dépasse dès lors la simple comparaison d'alternatives possibles pour intégrer une dimension éthique de ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas (Stankey et Schindler, 2006). **Ce processus de jugement nécessite écoute et délibération, générant des coûts de transaction importants et s'inscrivant de ce fait dans**

un temps long. Il fait donc rarement l'objet d'un investissement à la hauteur des enjeux.

La notion d'acceptabilité sociale est d'autant plus importante que les citoyens, longtemps considérés comme profanes et écartés des questions scientifiques et techniques, se sont aujourd'hui réapproprié de nombreux débats portant sur des stades des filières agroalimentaires situés bien en amont du produit fini acheté. A travers la création d'associations, en s'informant pour acquérir eux-mêmes une certaine expertise, en faisant valoir leur expérience d'usage et leur influence sur le marché via l'orientation des actes de consommation (rôle prescripteur d'ONG par exemple), les citoyens sont devenus des acteurs à part entière du processus de transfert de l'innovation technologique (Nguyen, Purseigle, 2013). Pour beaucoup de décideurs, le problème de l'acceptabilité sociale se résume encore trop souvent à un défaut d'informations et de communication, autrement dit à l'absence d'une stratégie de communication efficace, qui pourrait permettre de *faire accepter*, coûte que coûte, le modèle de pensée qu'ils souhaiteraient dominant.

2.2. Les incertitudes et controverses socio-techniques : comment les interpréter ?

Depuis bientôt 20 ans, des bouleversements sans précédent sont apparus dans les rapports agriculture-environnement et tout laisse à penser qu'il en surgira de nouveaux.

Concernant l'élevage, les travaux menés dans le cadre du GIS Elevages Demain³ ont permis d'identifier les **principaux points de controverse, classés en quatre grands thèmes : l'impact environnemental, le bien-être animal, le risque sanitaire, et le système d'élevage** (Figure 1), avec, en chapeau, la **consommation de viande**, angle souvent pris par les médias pour traiter de ces controverses sur l'élevage (Delanoue et Roguet, 2015). L'élevage de volailles n'est pas épargné. Il est concerné par ces différents thèmes de controverse. L'impact environnemental des élevages génère une levée de boucliers de la part des riverains et des associations de défense de l'environnement qui ont la capacité de s'appuyer sur des argumentaires techniques assez pointus. L'aspect visuel, le bruit, les odeurs potentielles, la prolifération de mouches, l'épandage des effluents sont autant de problématiques soulevées par les parties

² Cette partie s'inspire librement du chapitre issu de l'ouvrage « Chimie et Environnement » portant sur les controverses sociotechniques (Nguyen, Purseigle, 2013)

³ Le GIS « Elevages Demain » est un Groupement d'Intérêt Scientifique dédié aux systèmes de production animale à hautes

performances économiques, environnementales et sociétales (ruminants, porcs et volailles). Il rassemble les principaux acteurs de la recherche et du développement en élevage en France.

prenantes interrogées. Les conditions d'élevage et d'abattage sont questionnées par les associations de protection animale. Les controverses sur l'élevage matérialisent les désaccords avec un système dominant, qualifié par certains d'« intensif » ou d'« industriel » (Delanoue et Roguet, 2015). Elles témoignent de l'existence au sein de la société française de différentes façons de penser l'élevage, de se représenter le « bon » élevage dans sa structure, son organisation du travail, les rapports homme-animal qu'il met en œuvre, etc. Elles renseignent sur ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas pour les différents acteurs de la société. Les travaux du GIS indiquent que, dans ce contexte, les **enjeux pour les filières d'élevage** sont notamment (1) **d'évaluer à quel point ces controverses pénètrent la société française** et, au-delà, de **saisir la diversité et la robustesse des attentes de la société** envers l'élevage pour en **prévoir les contraintes et opportunités**, à moyen et long terme, sur le développement et les modalités des activités d'élevage, et (2) **d'identifier les mécanismes sociaux des controverses et mobilisations collectives pour aider les acteurs des filières à y prendre part** activement en adaptant leur comportement et leur argumentation (Roguet et Delanoue, 2014).

Au-delà d'une simple opposition de logiques différentes, **ces controverses sont avant tout le fruit d'incertitudes**. En effet, nous sommes de plus en plus confrontés à des situations dans lesquelles la science n'est pas suffisante pour répondre à l'incertitude et permettre la construction de scénarios jugés suffisamment crédibles (ou réalistes). Estimer l'importance des noyaux d'ignorance qui entourent certaines situations implique que nous y soyons formés (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001).

Raisonnement en termes d'incertitude est l'un des moyens de prendre la mesure de notre ignorance. Les incertitudes sont autant sociales que techniques. Les stratégies qui s'imposent pour les réduire ne passent pas uniquement par les laboratoires ou les bureaux d'études, ni même par des échanges avec certaines associations, de défense de l'environnement par exemple. Les conflits ou les controverses engendrées par de telles incertitudes vont bien au-delà des seules questions techniques avec, en parallèle, une frontière entre la technique et le social qui ne cesse de fluctuer (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001). Ce point est d'autant plus important que les situations de crises sanitaires et environnementales que nous traversons tiennent moins à des situations de risque que d'incertitude.

Pour sortir de certaines **situations de « crise »**, il convient donc de comprendre que ces situations doivent **d'abord être interprétées comme des controverses et d'apprendre à décrypter les conflits**, tous ces moments

« chauds » qui mettent en cause à la fois l'identité des acteurs, des objets en cause et la définition des problèmes. Il convient d'articuler la culture du risque à une culture des incertitudes. Si le risque est mesurable, l'incertitude, elle, ne l'est pas.

Comprendre les controverses, c'est notamment comprendre pourquoi les calculs de rentabilité économique ou les mesures de pollution peuvent être remis en cause. C'est comprendre pourquoi les protagonistes d'une affaire changent d'alliés. **Les problèmes ne peuvent pas être traités comme un assemblage de sous-questions chacune justifiable d'une expertise scientifique et particulière** (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001).

Les controverses ont une dynamique. Elles se déploient dans le temps et dans l'espace. Leur trajectoire est en grande partie imprévisible car elle dépend de la nature et du degré des incertitudes, mais également de la manière dont certaines d'entre elles finissent par être réduites ou par disparaître (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001).

Lire et comprendre la dynamique d'une controverse, c'est, dans notre cadre, répondre et anticiper les questions suivantes :

- Quels sont les groupes sociaux entrant en scène et leurs interactions ?
- Quelles options technologiques vont être révélées ou écartées ?
- Quelles pistes de recherche vont être explorées ? (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001).

L'adoption de ce nouveau regard, et la prise de recul qu'il implique, permettra de dépasser les controverses, à l'instar de ce qui a été fait par le passé quand les agriculteurs ont réussi à développer les filières et à surmonter des crises en innovant tant dans le mode de production que dans celui d'organisation. Tel a été notamment le cas des crises phytosanitaires de grande ampleur. La réponse n'avait alors pas été uniquement technique, mais aussi sociale et politique avec la mise en place d'outils mutualistes de gestion de crise. Les agriculteurs, et notamment les plus jeunes, pourraient s'adosser à ces exemples, qui ne font pas forcément mémoire pour eux, pour répondre collectivement aux questionnements actuels. Il faut d'ailleurs noter que lors de la précédente crise autour de l'influenza aviaire, nombreux sont ceux qui ont compris que l'on ne peut répondre à une situation de crise seul sur son exploitation et qu'il importe de se doter d'outils de veille collective.

De même il faut souligner que c'est avec l'appui des agriculteurs et grâce à leur sens du collectif que certaines

pandémies ont été combattues, notamment grâce aux syndicats de défense sanitaire mis en place pour éradiquer certaines épizooties. **Les crises peuvent donc rendre possible un nouvel élan particulièrement salubre.**

3. QUELS PLACE ET ROLE DE LA RECHERCHE ?

Quels sont alors la place et le rôle de la recherche en aviculture dans ce contexte ? **Les recherches biotechniques permettent de restreindre les champs de l'incertitude, en apportant des outils techniques et en élargissant les questions autour des systèmes de production.** Certains travaux ont depuis longtemps alerté sur l'acceptabilité de certains usages en production animale, comme par exemple, l'utilisation du soja dans l'alimentation qui reste une problématique actuelle (Bertrand et al., 1983). Plus récemment, la recherche a permis de diminuer très nettement les rejets dans l'environnement grâce à la sélection et l'alimentation des volailles (alimentation multiphase, diminution des taux de protéines et de phosphore...). L'amélioration de 10% de l'efficacité alimentaire, obtenue sur la période 1995-2013, permet ainsi une réduction de l'excrétion d'azote de 12% et de phosphore de 17%. Les matériels d'épandage des fumiers ont évolué pour permettre un épandage « bas volume » compatible avec les règles agronomiques et administratives, tout en réduisant le risque environnemental. De plus, différentes techniques permettent aujourd'hui de limiter les émissions d'odeurs et plus généralement de gaz nocifs pour l'environnement (NH₃, GES) : gestion de la litière, de l'ambiance... Des ventilateurs à bas bruit ou muni de capots anti-bruits existent, les groupes électrogènes sont isolés phoniquement, etc...

Par ailleurs, les champs de recherche s'élargissent aujourd'hui pour éclairer l'ensemble des éléments du débat citoyen. La modélisation peut permettre d'évaluer les conséquences en terme de production, mais aussi d'environnement, par exemple d'une substitution du maïs par du sorgho dans certaines phases de production des palmipèdes (Arroyo et al, 2014). Les recherches centrées sur l'augmentation de la production ont fait place à des investigations centrées sur la qualité des produits, le bien-être animal et la réduction des rejets, pour aboutir actuellement à une recherche de systèmes et de filières d'élevage durables. Ceci s'accompagne aussi d'études sur des systèmes jusqu'ici peu étudiés (élevage biologique, alternatives au gavage des palmipèdes, alternatives aux antibiotiques...).

Mais la controverse sur l'élevage avicole est aussi largement "déterritorialisée", c'est-à-dire à une échelle

globale. La contestation de l'élevage avicole aujourd'hui porte aussi, largement, sur la critique du modèle d'élevage, jugé trop intensif (densité, rendement) et/ou trop industriel (grande taille d'atelier) et **il est indubitable que la recherche biotechnique devra demain prendre davantage en compte l'analyse intégrée (biotechnique, sociale, économique) des systèmes** (Dumont et al., 2013, 2014) et **les liens entre filière, territoires et produits**. La recherche doit, en combinant les approches sectorielles et transversales, prendre en compte une dimension collective, associant simultanément les filières végétales et animales avec les acteurs des territoires et une vision intégrée et systémique sur l'ensemble de la chaîne amont-aval. L'économie circulaire est un moyen d'améliorer la rentabilité de filières et de répondre positivement aux demandes sociétales dans un objectif de développement durable.

Les recherches en sciences sociales apportent une forte contribution à la compréhension de l'acceptabilité et des processus des controverses. Les travaux réalisés par le GIS Elevages Demain se sont appuyés sur des méthodes sociologiques pour dresser un panorama des différentes controverses sur l'élevage. Des entretiens semi-directifs auprès d'acteurs des filières (bovins, porcs et volailles) et de salariés d'associations (environnementales et de protection animale) ont été réalisés. Ils ont permis d'identifier plusieurs pistes, déjà mises en œuvre par certaines filières, pour améliorer l'acceptabilité sociale de l'élevage. Ces pistes vont de l'organisation par les filières de concertations avec les associations pour restaurer le dialogue, à des changements de pratique en exploitation (Charte des Bonnes Pratiques en filière bovine), en passant par des actions de communication sur les services rendus par l'élevage. On observe également une volonté de transparence de la part de certaines filières qui mettent en avant, dans leurs communications et le marketing des produits, l'éleveur, son métier et ses pratiques. D'autres actions (portes ouvertes en élevage, animations à la ferme,...) contribuent, plus localement, à restaurer le lien entre l'éleveur et ses voisins. Un autre travail à paraître (Delanoue et al., 2015), réalisé dans une commune périurbaine où les relations entre éleveurs et riverains sont bonnes et sereines, a mis en évidence l'importance de la connaissance mutuelle à une échelle locale, améliorée par l'intégration des éleveurs dans la vie sociale de leur commune. Ce travail a également souligné le rôle primordial du pouvoir politique local qui soutient et promeut les productions agricoles du territoire et qui se place en tant que médiateur dans les situations conflictuelles entre les groupes d'acteurs. Les sciences sociales fournissent également des outils de formation à la compréhension des controverses (Barbier 2012). **Une**

connaissance apportée par les sciences « exactes » ne suffit pas pour convaincre une personne qui se base sur une autre croyance ou prend en compte des arguments issus d'un autre champ disciplinaire. Les chercheurs sont alors assez désarmés vis-à-vis de ces objections et là encore, la connaissance des processus liés à la controverse leur permet de mieux situer les valeurs et limites de l'argumentation qu'ils portent.

Évaluer l'acceptabilité exige donc de la recherche des approches globales, qui intègrent de nombreux critères biotechniques, mais également des démarches issues des sciences sociales. Ainsi le programme européen Welfare Quality® destiné à l'évaluation du bien-être animal à l'échelle de la ferme a mis en jeu des connaissances biologiques, des modélisations mathématiques, mais également l'analyse d'entretiens collectifs avec des éleveurs et l'évaluation par des porteurs d'enjeux (Veissier et al., 2011).

L'objet de recherche n'est pas le seul à évoluer, **l'élaboration des projets essaie de privilégier des méthodes permettant une meilleure interaction des acteurs.** Ainsi, certains projets sont co-construits avec le monde agricole (exemple du projet Algues Vertes co-construit avec des éleveurs) et d'autres impliquent d'emblée les acteurs de la production et de la consommation (OVALI pour l'évaluation de la durabilité de la production des poulets de chair ; Protino et al., 2015).

Les acteurs de la recherche fournissent également des **expertises collectives** (EsCo INRA sur les OGM, sur les flux d'azote liés aux élevages, les douleurs animales, etc) qui sont l'objet de **discussions entre experts issus de nombreuses disciplines et de retours vers le grand public** afin d'aider celui-ci à bâtir son point de vue de manière argumentée.

"Le laboratoire n'est qu'une pièce dans un dispositif plus large" (Callon et Lascoumes, 2001). La recherche permet de faire des ponts entre sciences sociales et sciences exactes et contribue à identifier des pistes vers une meilleure acceptabilité.

4. REPENSER LE POSITIONNEMENT DES FILIERES EN TERMES DE COMMUNICATION ET D'APPRENTISSAGE COLLECTIF

4.1. Dépasser le rejet des contradictions

L'organisation de la profession doit être repensée pour répondre au désir de reconnaissance sociale des agriculteurs et accompagner le dialogue avec les autres parties prenantes des mondes ruraux.

Il est important de souligner que la notion d'**acceptabilité sociale renvoie moins à une situation d'accord consensuel qu'à une dynamique d'interactions, où des intérêts divergents peuvent s'exprimer**, où l'individu non seulement exprime un jugement personnel, mais entre aussi en interaction avec les autres dans un jeu d'apprentissage collectif devant aboutir à un jugement collectif. Ce dernier peut être positif ou négatif, l'importance n'étant pas seulement le résultat final mais aussi le processus qui a permis à chacun de se positionner, d'exprimer son opinion et de confronter celle-ci aux autres.

La dissymétrie dans les rapports de force entre le citoyen, l'expert, le politique et la mobilisation citoyenne ainsi que l'incomplétude des savoirs définissant les situations de controverse, rendent ces échanges nécessaires pour aboutir à un traitement politique des problèmes, pas toujours fondé sur de solides arguments techniques ou scientifiques, et sans que cela constitue une garantie pour la fin de la controverse. Les **incertitudes d'où émergent les controverses sont elles-mêmes porteuses de solutions en permettant la confrontation des croyances.** (Nguyen, Purseigle, 2013).

Abordées sous cet angle, les situations de débats conflictuels et de contestation apparaissent comme autant d'opportunités de faire émerger des éléments nouveaux susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes. Ces éléments nouveaux peuvent être des informations, des dimensions du problème ou même des acteurs insoupçonnés jusqu'alors. Pierre Lascoumes (2001) parle de « productivité sociale » des controverses qui, lorsqu'elles sont ainsi approchées de manière positive, permettent de se dégager des situations complexes et de les rendre politiquement gouvernables.

Il faut donc **dépasser le rejet des contradictions pour aboutir à des échanges et la recherche en commun de solutions durables, si possible acceptées de tous et socialement acceptables** par les éleveurs comme par les consommateurs, et qui nécessiteront à leur tour des évolutions. Ceci passe par une meilleure connaissance des acteurs et la mise en place d'actions adaptées.

4.2. Une meilleure connaissance des acteurs

À travers leurs actions et revendications, les associations permettent d'apprécier le degré d'acceptabilité de certaines activités ou de certains projets, voire de le modifier. Mais, au-delà, leurs actions peuvent contribuer à la conception, la formalisation, la mise en œuvre, voire parfois à l'évaluation des dispositifs de politiques publiques appliqués dans ce domaine.

Leur action est d'autant plus forte que l'industriel et la filière voient s'ajouter au risque technologique celui du boycott des produits. Parce que les associations participent au débat démocratique, il convient de mieux les identifier, de connaître leurs revendications et de caractériser leurs actions.

Alors que les actions des organisations traditionnelles nées de la société industrielle n'étaient pour l'essentiel que l'expression de rapports catégoriels ou de classe, celles portées par ces nouveaux mouvements fonctionnent à travers le rassemblement d'acteurs qui n'inscrivent pas leurs actions dans le cadre des intérêts d'un groupe particulier : elles peuvent réunir tout à la fois des citoyens, des politiques, des scientifiques, des acteurs économiques concernés par un projet. Elles expriment ainsi une large diversité de revendications (d'après Lascombes, 1994).

Face à cette diversité, il importe de considérer les atouts que constitue la large gamme des systèmes et des filières d'élevage pour identifier des itinéraires satisfaisant les différents acteurs de la controverse et aller vers une nouvelle dynamique socialement acceptée.

Ainsi, certains consommateurs seront moins critiques vis-à-vis d'une production intensive qui leur permet de consommer de la viande à un prix raisonnable. Toutefois, certains points peuvent rester pour eux peu acceptables comme l'utilisation d'OGM, ou l'installation d'une ferme malodorante proche. A contrario, une personne engagée, informée et mobilisée sur les nombreuses questions d'ordre écologique et de santé humaine, trouvera inacceptable l'emploi de protéines végétales pour l'obtention de protéines animales. Par ailleurs, malgré l'efficacité de transformation de cette matière première par les volailles, l'emploi, dans l'alimentation animale, du soja venant de lointains pays, peut par exemple paraître irrationnel d'un point de vue écologique.

4.3. Mettre en place des actions adaptées

Une fois que les interlocuteurs sont identifiés, la communication nécessite ensuite de prévoir le mode de discussion, ainsi que le lieu du dialogue.

Quelques éleveurs apprennent à s'exprimer devant les médias, mais il s'agit d'une minorité. Des plans de communication de proximité, entre producteurs et voisins (portes ouvertes...) ou encore entre producteurs et consommateurs dans les magasins sont organisés pour montrer le travail d'éleveur au public. Toutefois, ces actions restent encore peu nombreuses et sont souvent le fait des productions sous signe de qualité. Les éleveurs de volailles sous label sont en effet plus sensibilisés via leur

organisation de production, qui les incite à participer à ces actions de communication valorisant l'image de leurs produits, moins sujets à controverses. **Un élargissement de ces actions notamment aux productions de type standard et aux différents maillons (accoupage, abattage), pourrait permettre de renforcer les liens avec le grand public.**

La maîtrise du message impose de savoir s'interroger. Pour les acteurs de la filière eux-mêmes, tout est-il acceptable ? Ce que l'on voudrait rendre acceptable à tous, est-il acceptable par chacun ? Que pensent les acteurs de l'élevage des conditions de vie de l'animal ? Les vétérinaires, de l'emploi des antibiotiques ? etc... Il s'agit de bien s'interroger sur quoi et qui l'on veut convaincre ; c'est le propre du débat, surtout sur des sujets controversés.

Toutefois, ceci nécessite de « savoir parler » de son métier et donc de mettre en avant un argumentaire convaincant. La seule affirmation « on travaille bien » ne suffit pas. Les acteurs de la filière doivent apporter la preuve que le travail est bien fait. La nature de cette preuve doit elle aussi être réfléchie. La mise en place de formations sur le bien-être animal, rendue règlementairement obligatoire pour les nouveaux éleveurs de poulets de chair, leur permet une plus grande sensibilisation et facilite le dialogue. Ceci pourrait être généralisé pour les différents points de controverses et notamment sur les pratiques environnementales, afin d'instaurer un dialogue avec le public. Plus largement, **mieux former les agents des organisations professionnelles, mais aussi les agents du développement territorial et agricole dans les collectivités permettrait de développer de nouvelles alliances entre collectivités territoriales et organisations professionnelles.** Ces derniers devraient être facilitateurs pour aider les éleveurs à s'installer, à reprendre des exploitations, et les appuyer dans leurs projets de développement...

Où peut avoir lieu ce dialogue ? On voit bien ici que les rencontres ne seront pas les mêmes pour les différents publics visés. Les acteurs de la production avicole peuvent-ils identifier où et comment se fait ce dialogue quand il existe ? Dialoguer avec le consommateur, cela signifie-t-il dialoguer avec les acteurs de la grande distribution ou les associations de consommateurs ? Où dialogue-t-on avec les citoyens engagés, avec les ONG, mais aussi avec les collectivités ? **Avec une meilleure connaissance des mouvements leaders d'opinion, les filières gagneraient sans doute à construire des espaces de dialogue entre les sphères politique, économique et sociale** (figure 2). La mise en place de nouvelles alliances sur des scènes non professionnelles pourrait aussi être

intéressante au travers de réseaux sociaux (Twitter, blogs...). L'organisation de plateformes internet prises en main par les agriculteurs, les citoyens, et d'autres acteurs faciliterait la discussion autour des incertitudes et une meilleure compréhension des arguments des uns et des autres, à l'instar de ce qui a été mis en place au Canada pour discuter sur le bien-être des vaches laitières (Leterrier et al., 2015).

CONCLUSION

Se poser la question de l'acceptabilité, c'est se poser la question du dialogue car celui-ci est indispensable pour explorer les thèmes qui sont sujets d'incertitudes. Ceci met en évidence le besoin de formaliser des instances de

discussion entre les sphères économiques, politiques et scientifiques pour dépasser les situations de controverses. Cela implique aussi des actions de formation pour permettre une meilleure connaissance des acteurs, et disposer de clés pour mieux parler de son métier. C'est enfin accepter qu'on ne puisse pas délivrer un message contrôlé, mais essayer de regarder ses propres pratiques avec le regard de l'autre, en entrant dans des discussions longues, au sein d'instances parfois à construire, avec la question sous-jacente de la faisabilité économique. Ce dialogue ne signifie cependant pas nécessairement consensus final. Réfléchir l'acceptabilité, c'est aussi prévoir que certaines pratiques seront modifiées, et que des positions acceptables pour les uns resteront inacceptables pour d'autres.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Arroyo J., Aubin J., Auvergne A., Dubois J.P., Debaecke P., Fernandez X., Baéza E., Leterrier C., Fortun-Lamothe L. 2013. 10èmes JRAPFG. p:660-664.
- Barbier M. 2012. INRA Magazine. 23:VI-VII.
- Bertrand J.P., Laurent C., Leclercq V. 1983. Le monde du soja. La Découverte/ Maspéro. 122 pages.
- Brunson M.W, 1996. A definition of Social acceptability in ecosystem management, In Defining social acceptability in ecosystem management : a workshop proceedings, USDA Forest Service, Pacific Northwest Research Station Bertrand, General Technical Report PNW-GTR-369, Portland OR, 7-16, 1996.
- Callon, Lascoumes, Barthe, 2001. Agir dans un monde incertain-Essai sur la démocratie technique, Seuil, Paris, 2001.
- Delanoue E., Dockès A.C, Kling-Eveillard F., Neumeister D., Roguet C., 2015 (à paraître). GIS Elevages Demain, 6 pages.
- Delanoue E., Roguet C., 2015 (à paraître). INRA Productions Animales.
- Dumont B., Fortun-Lamothe L., Jouven M., Thomas M., Tichit M. 2013. Animal, 7:6, 1028-1043.
- Dumont B., González-García E., Thomas M., Fortun-Lamothe L., Ducrot C., Dourmad J.Y., Tichit M. 2014. Animal, 8:8, 1382-1393.
- Hervieu F., Purseigle F., 2013. Sociologie des mondes agricoles, Armand Colin, 320 pages
- ITAVI, 2013 - Estimation des rejets d'azote – phosphore – potassium calcium - cuivre – et zinc par les élevages avicoles - Document ITAVI. 63 pages
- Lascoumes P., 1994. L'Eco-pouvoir, La découverte.
- Leterrier C., Guilloteau L., Lensink J., Guesdon V. 2015 (à paraître). 11èmes JRAPFG, Tours, France.
- Nguyen G. Purseigle F., 2013. « Chimie et environnement : comprendre les controverses socio-technologiques et environnementales », Philippe Behra (dir.), Chimie et environnement : cours, études de cas et exercices corrigés, Paris, Dunod.
- Protino J., Magdelaine P., Berri C., Méda B., Ponchant P., Dusart L., Chevalier D., Dezat E., Lescoat P., Bouvarel I., 2015 (à paraître). 11èmes JRAPFG, Tours, France.
- Purseigle F., 2012, « Complexité, incertitudes, coexistence : de nouveaux défis pour la profession agricole », Les Cahiers Sol et civilisation, n° 4, janvier, pp. 29-48.
- Veissier I., Botreau R., Perny P. 2010. Productions Animales, 23:3, 269-283

Figure 1. Sujets de controverse sur l'élevage, identifiés lors d'entretiens réalisés auprès d'associations et de professionnels des filières (bovins, porcins et volailles) (Delanoue et Roguet, 2014)

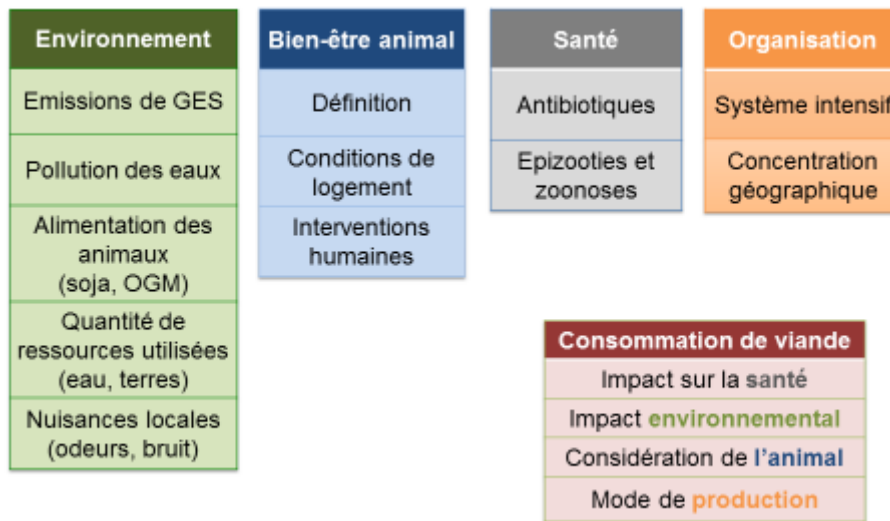


Figure 2 : Nécessité de mettre en place des instances de discussion entre les sphères économique, scientifique et politique.

